Du monde agricole aux lycées, la France à bout de nerfs

Le Monde 11 octobre 2026

Par Christophe Ayad, Agathe Beaudouin (Nîmes, correspondante), Benjamin Keltz (Rennes, correspondant), Bastien Scordia et Florence Traullé (Lille, correspondante) Publié le 11 octobre 2026

Canicules dévastatrices pour l'agriculture, dette hors de contrôle, forte augmentation des taux d'intérêt, baisse importante du pouvoir d'achat, crise du logement, taux de chômage en hausse, mouvement lycéen… Pris dans une spirale de crises, le pays hésite entre révolte et abattement.

C'est un pays énervé, fatigué. Une population à bout de nerfs et au bout du rouleau, au bord du burn-out. Au sortir d'un été interminable, rythmé par les canicules et les incendies, la France se réveille comme d'un mauvais rêve, en sueur, fébrile, agitée. Accablé par le cumul des crises et des motifs d'inquiétude qui forment les prémices d'une tempête parfaite, le pays hésite entre révolte et abattement, tel un malade atteint de catatonie.

« Se mettre en grève ou manifester est devenu un luxe. Il faut avoir les moyens de rater une journée de travail », jauge Jérémie (les personnes citées par leur prénom n'ont pas souhaité donner leur nom), 31 ans, les yeux rivés sur le compteur d'une pompe à essence de l'Intermarché de Caulnes (Côtes-d'Armor). Il surveille la borne pour ne pas dépasser 30 euros. C'est le maximum que ce magasinier s'autorise en ce moment. Chaque jour, Jérémie parcourt une centaine de kilomètres : *« Quand on habite à la campagne, impossible de vivre sans voiture. Chaque déplacement est un investissement. »*

Le cumul des crises est inédit : canicules dévastatrices pour l'agriculture, dette hors de contrôle, explosion des taux d'intérêt, chute du pouvoir d'achat, crise du logement, chômage en hausse, fonction publique déprimée, colère lycéenne… De quelque côté que l'on se tourne, l'avenir est sombre, chargé de menaces : à la crise climatique accélérée, à laquelle le pays n'est pas préparé, risquent de s'ajouter à très court terme une crise financière et une explosion du chômage due aux développements fulgurants de l'intelligence artificielle (IA). Dans tous ces domaines, la France semble en retard et son gouvernement sans solution. Un pays qui perd pied.

Le pouvoir d'achat, rongé par les prix de l'énergie, vient en tête des préoccupations des ménages. La quasi-totalité de leur budget est absorbée par les transports, la nourriture et le logement. Quand il y suffit, ce qui n'est souvent pas le cas. D'après le Centre pour la recherche économique et ses applications, la part des ménages qui s'estime à l'équilibre n'a jamais été aussi faible depuis le début de son baromètre trimestriel sur « le bien-être des Français », en 2016 : elle est tombée à 28 %, contre 22 % qui tirent sur leurs réserves et 6 % qui s'endettent.

Équation impossible

« Le pays est sous tension. Je ne suis pas fortiche en politique, mais il faudrait serrer la vis aux profiteurs pour redonner de l'air à ceux qui bossent », insiste Jérémie. De l'autre côté de la pompe, Thomas, un entrepreneur de 33 ans, se contorsionne pour participer à l'échange, agacé : *« On bosse des heures et des heures pour gagner trois fois rien. Ce pays ne sait faire que taxer, taxer et encore taxer. Si ça ne bouge pas très vite, je quitterai la France ! »*

Cette discussion improvisée à la station essence résume bien l'équation impossible du gouvernement de Sébastien Lecornu : face à un malaise social qui risque de s'étendre des lycéens à d'autres catégories et de se transformer en colère, il n'a pas de marge de manœuvre budgétaire ni la possibilité d'augmenter les impôts à l'heure où il est question de mettre les retraités à contribution. L'endettement du pays a atteint un niveau record – 119 % du produit intérieur brut, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) –, les taux s'envolent, et la France, scrutée par des marchés à l'affût, est sous la menace d'une crise financière majeure. Comme la Grèce dans les années 2010. Vertige de la dette.

Cette hausse des taux affecte très concrètement les ménages et accentue la crise du logement, enracinée depuis une décennie. Fonctionnaire de catégorie C, Djamel Gouissem et sa femme, Laureline, éducatrice, ont acheté une petite maison pour 110 000 euros à 40 kilomètres de Lille, où ils travaillent : *« Ce n'était pas vraiment un choix*, explique Djamel Gouissem. *Quand on a demandé un prêt à la banque, on n'a pas pu emprunter assez pour acheter plus près de Lille. » « Il faudrait refaire l'isolation, mais quand on a vu les devis, on a décidé d'attendre*, poursuit-il. *On gagne un peu au-dessus* [du seuil] *pour avoir des aides*. *»*

Pendant l'été, ils ont dû installer une petite climatisation pour la chambre de leur deuxième enfant à cause de la canicule. Le jeune papa compte sur le soutien de ses parents pour financer en partie les travaux, mais trouve *« anormal de devoir* [leur] *demander de l'aide* [alors qu'ils] *ont trimé toute leur vie et mis un peu de côté pour leurs vieux jours ». « Je bosse, ma femme aussi, et on ne s'en sort pas*, déplore-t-il. *C'est humiliant. »*.

Humiliant. Le sentiment court des lycées de banlieue aux établissements des centres-villes jusque dans les universités, pour former une révolte que personne n'avait vue venir. Humiliants les W-C cassés, sans savon ni papier toilette. Humiliantes les absences de professeurs non remplacés l'année du bac, le manque de chaises dans des classes surchargées, surchauffées l'été ou glaciales l'hiver. Humiliantes les charges de CRS et les tirs de lacrymogène pour lever les blocages lycéens, les quelque 7 000 gardes à vue dont une majorité concerne des mineurs, un chiffre jamais vu, même au plus fort de la crise des « gilets jaunes », en 2018. A l'angoisse de sa jeunesse face à l'avenir, révoltée par les inégalités avec le privé, durement touchée par la rapidité du changement climatique et le raz-de-marée de l'IA, le gouvernement n'a pas su répondre.

Changement climatique

Dans les lycées, comme dans une bonne partie du pays, la succession de canicules qui a commencé dès la fin du mois de mai a été le déclencheur d'une anxiété très concrète : celle de vivre dans un monde devenu insupportable au sens propre. Nîmes, qui a passé plus de 113 jours à plus de 30 °C et 69 à plus de 35 °C, émerge tout juste d'un interminable été. *« J'ai dormi tout l'été dans mon salon, car il y a la climatisation*, raconte Mathilde, 50 ans, psychologue pour bébés et qui vit dans un appartement dans le centre-ville. *Même aller en ville à 8 heures pour boire un café et emmagasiner un peu de fraîcheur, cela ne faisait pas effet. Cela m'a rappelé la période du Covid-19 et des confinements. Nîmes en plein été avec cette canicule qui ne s'arrêtait jamais, cela engendre de l'isolement social. »*

Pour Amara Fitdaoui, 37 ans, qui vit dans un logement social près d'Alès (Gard), les deux mois d'été ont été un *« véritable calvaire »*. Cette mère de quatre enfants, âgés de 3 à 12 ans, raconte avoir eu trop de *« difficultés à surmonter la chaleur ». « Je me levais la nuit pour passer des tissus humides sur le corps de mes enfants. »* Elle décrit un quotidien épuisant : *« Il*

faut faire plus de lessives, car on se change deux ou trois fois par jour. » Elle dit avoir entamé la nouvelle année scolaire *« fatiguée »* : *« Je suis sans énergie. Tout me paraît une montagne. Je me sens irritable avec mes enfants et je les sens eux aussi épuisés. C'est la première année où j'avais hâte que l'été se termine. Quand il a fait 38 °C en septembre, je me suis dit : "Ça ne s'arrêtera donc jamais ?" »*

Cette série de canicules, tout le pays l'a subie. Elle a favorisé des incendies d'une ampleur et d'une intensité inédites, particulièrement en Gironde, mais aussi dans le Var, la Drôme, la Corse, les Pyrénées-Orientales, l'Indre. Selon un premier bilan dévoilé le 24 septembre par l'Office national des forêts (ONF), environ 98 000 hectares de forêts et surfaces agricoles ont brûlé en France hexagonale en 2026, tout près du record de 1976 (100 000 hectares). C'est cinq fois plus que la moyenne de ces vingt dernières années. Les sapeurs-pompiers, dont quatre ont perdu la vie en juillet, sont apparus sous-équipés, dépassés par l'ampleur de la tâche : manque de camions, d'avions, de personnel… Plusieurs milliers d'entre eux ont manifesté à Paris le 29 septembre, à l'issue de plusieurs semaines de grève.

Le bâti s'est révélé inadapté à un changement climatique qui va beaucoup plus vite que les mesures mises en place pour parer à ses effets. Dans le même temps, le fonds vert, qui accompagne les collectivités locales dans la transition écologique, est tombé à son plus bas niveau en 2026, passant de 2,5 milliards d'euros en 2024 (et 1,15 milliard d'euros en 2025) à quelque 837 millions d'euros. Dans le projet de budget pour 2027, le gouvernement augmente le fonds vert de 150 millions d'euros, mais 200 millions sont fléchés vers le financement de projets de rénovation énergétique des bâtiments publics de l'Etat, ce qui revient à une diminution pour les collectivités locales. D'autant que le fonds chaleur est censé passer de 800 millions d'euros en 2026 à 500 millions d'euros en 2027.

Caisses vides

Que ce soit pour l'adaptation au changement climatique ou pour l'école publique en crise, les caisses sont vides. Et concernant le secteur agricole, le gouvernement ne découvre pas la crise : le premier ministre, Sébastien Lecornu, en avait même fait son *« dossier numéro un de la rentrée »*. Frappées par la sécheresse, qui a ravagé les récoltes, mais aussi par la hausse des hydrocarbures qui pousse le prix des carburants et des engrais à la hausse, nombre d'exploitations sont menacées.

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), le principal syndicat paysan, chiffre les pertes à 10 milliards d'euros. Pour le président de la Coordination rurale, Bertrand Venteau, *« on atteint 30 % de pertes sur tous les modèles, et jusqu'à 70 % pour certains »*. Le ministère de l'agriculture évalue à 30 000 le nombre d'exploitations *« en besoin urgent d'une aide forte »*. *« Le pronostic vital de l'agriculture française est engagé »*, met en garde le président de la FNSEA, Arnaud Rousseau. Le gouvernement a annoncé, jeudi 8 octobre, des prêts de trésorerie à taux zéro en plus de la mise sur le marché de plus de 10 millions de barils de pétrole. Mais ces mesures ne suffiront pas à sauver ceux qui sont déjà en faillite.

Pour Romaric Viala, agriculteur dans le Piémont cévenol, à Saint-Nazaire-des-Gardies (Gard), la période estivale a été synonyme de stress. Viticulteur et céréalier, il a observé avec inquiétude ses parcelles tout au long de l'été. *« Au printemps, je plante du sorgho et du tournesol, ce sont ces céréales-là qui ont le plus souffert, avec une perte des rendements*

allant jusqu'à 80 % sur certaines parcelles, et en moyenne une baisse de 60 % sur le tournesol. C'est vraiment démoralisant. »

Dans cette partie du Gard, les terres agricoles ne bénéficient d'aucune irrigation. *« J'ai décidé de varier mes cultures pour limiter les risques*, explique Romaric Viala. *En plus des vignes, je fais des céréales, cela me permet d'équilibrer les revenus, mais quand je vois que dans les deux secteurs ça devient compliqué, ça me stresse. On se désespère de subir ce climat aussi compliqué. Pour le moment, on tient, mais pour combien de temps ? »* Le 29 septembre, il est allé manifester devant la préfecture du Gard. *« Tout cela nous épuise. Je sens une profession à bout de souffle. Certains de mes collègues, jeunes, se demandent s'ils seront encore là l'année prochaine. »*

« Abandon des services publics »

Le 29 septembre, c'était aussi jour de manifestation de la fonction publique. Car le malaise et la fatigue gagnent aussi ce secteur, en particulier l'hôpital, dont le symptôme le plus visible est la crise des urgences. *« Le moral des agents hospitaliers ne cesse de se dégrader faute de reconnaissance et de moyens suffisants pour exercer leurs missions dans de bonnes conditions »*, déplore Rozenn Guéguen, secrétaire nationale de la CFDT Santé-sociaux chargée des questions liées aux conditions de travail. Selon le baromètre du travail de la fonction publique, dévoilé le 30 avril par la CFDT, 47 % de ces agents se disent ainsi *« inquiets »* et 34 % *« lassés »*. Jusqu'à quand pourront-ils tenir ?

« Comme durant la crise liée au Covid-19, les agents ont encore fait preuve d'imagination cet été lors de la canicule pour pallier les manques structurels de l'hôpital, estime Rozenn Guéguen. *On met néanmoins chaque fois des pansements sur des jambes de bois. »* Pour la syndicaliste, l'*« abandon des services publics et de ses agents »* constitue aussi un *« risque politique »* en alimentant la progression inédite du Rassemblement national (RN) au sein de la fonction publique.

Une tendance que les travaux du chercheur Luc Rouban semblent confirmer. L'extrême droite attire de plus en plus les fonctionnaires, souligne-t-il dans une étude publiée en août. Parmi les agents de la fonction publique d'Etat déclarant avoir une *« proximité partisane »*, 24 % des sondés se disent proches du parti de Marine Le Pen en 2026, contre 12 % en 2019. La progression est encore plus forte dans les fonctions publiques territoriale et hospitalière, où ils sont respectivement 29 % et 28 % à se déclarer proches du RN ; soit le double de la proportion observée en 2019. Une dynamique qui, aux yeux de Luc Rouban, s'explique notamment par le manque de considération accordé aux agents publics.

La peur très concrète d'une arrivée imminente de l'extrême droite au pouvoir explique en partie le mouvement lycéen, parti des quartiers populaires, là où les élèves descendants d'immigrés sont les plus nombreux : *« Si on ne se mobilise pas maintenant, demain il sera trop tard »*, confirme Firdaws Kilani, 18 ans, étudiante en licence d'arts plastiques rencontrée devant le blocage de l'université Paris-VIII Vincennes-Saint-Denis. Elle se destine à devenir enseignante et entend passer le Capes. A l'angoisse de sa génération face à l'avenir, elle n'a qu'un mot à opposer : *« Dignité ! »*